REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN
ARRONDISSEMENT DE GUEBWILLER

COMMUNE DE WUENHEIM

P R O C E S - V E R B A L

des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU 18 SEPTEMBRE 2007

L'an deux mil sept, le dix-huit septembre, à vingt heures, était assemblé en session ordinaire, après convocation légale et en nombre valable, le Conseil Municipal de la Commune de WUENHEIM.

ETAIENT PRESENTS : MM. Roland MARTIN, Maire, Michel FUGLER, Vincent WERNER et Mme Josiane NIBLING, Adjoint, Mmes Christiane HASSENFORDER, Christine MUNSCH, Sylvie PLAIN et Chantal BUCHMANN, Conseillères Municipales, MM. Jean MARIN, Jean-Marc WEBER, Olivier GASSER, Hubert ROTHENBURGER, Christian JOB et Bernard JUNCKER, Conseillers Municipaux.

ABSENT avec EXCUSE : M. Bertrand MECHLER, Conseiller Municipal.

ABSENT sans EXCUSE : Néant.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Martine REININGER.

ORDRE DU JOUR

- 1/ Approbation du Procès-Verbal de la séance du 12/06/2007
- 2/ Aménagement de la place du haut du village
- 3/ Convention DDE : autorisations d'urbanisme et instauration de la déclaration préalable pour les clôtures
- 4/ Dépenses pour fêtes et cérémonies
- 5/ Demande de subvention
- 6/ Installation d'un relais de téléphonie mobile : convention avec SFR
- 7/ Dépose définitive de la cabine téléphonique, place de la mairie
- 8/ ADAUHR : Convention de conseils et d'assistance
- 9/ CALEO : rapport sur l'eau 2006
- 10/ Communauté de Communes : transfert de compétences et définition de l'intérêt communautaire
- 11/ Communauté de Communes : évaluation des charges transférées et fixation des attributions de compensation prévisionnelles
- 12/ Communauté de Communes : rapport d'activité 2006

- 13/ Communauté de Communes : création d'un fonds de concours
- 14/ Comptes-rendus des diverses commissions
- 15/ Comptes-rendus des délégués auprès des organismes extérieurs
- 16/ Divers

M. le Maire ouvre la séance à 20 heures précises et salue bien cordialement l'assemblée. Il fait part de l'excuse de M. Mechler, Conseiller, à qui il souhaite, au nom de l'ensemble du Conseil Municipal, un prompt et bon rétablissement.

Puis, il adresse ses remerciements et/ou félicitations :

- à l'Association "Les Randonneurs du Hartmannswillerkopf" pour l'organisation de la traditionnelle marche populaire les 14 et 15/07/2007,
- au jury des maisons fleuries, composé d'élus de communes environnantes, qui a parcouru le village le 28/07/2007,
- à M. l'Adjoint Michel Fugler et MM. Rémi Bihler, Albert Fuchs, Eric Fugler, Clément Gruneisen, Bernard Juncker, Richard Schwendenmann, Henri Sutter, Benoît et Thiébaud Zimmermann et François Werner pour l'opération « recyclé » dans le vignoble le 30/07/2007,
- aux organisateurs des "Portes Ouvertes" à la Cave Vinicole du Vieil Armand les 04 et 05/08/2007,
- aux membres de l'Association de jumelage « Wuenheim-Grävenwiesbach » qui ont participé et encadré la semaine de rencontre des jeunes de Wuenheim et Grävenwiesbach en Bavière,
- aux membres de l'Association « Quatre pour Un », aux sociétés locales (société de musique « Espérance », société de tir et sapeurs-pompiers) et à tous les intervenants qui ont participé bénévolement aux activités d'été pour les jeunes ainsi qu'à M. et Mme Eric Fugler pour le prêt de la table de ping-pong,
- à Mlle Aurélie Schmitt, dauphine de la reine des vins d'Alsace.

Il fait part ensuite des lettres ou cartes de remerciements émanant de :

- l'école maternelle « les petits sarments » pour le soutien accordé à ses projets durant l'année scolaire 2006/2007 et pour l'équipement « internet »,
- l'Ecole Alsacienne de Chiens-Guides d'Aveugles, la Prévention Routière, l'Association d'Aide aux Personnes Agées et l'Association Française des sclérosés en plaques pour la subvention communale 2007,
- l'UNC-AFN, section de Wuenheim pour la subvention exceptionnelle accordée.

Puis, l'ordre du jour est abordé.

1° / POINT : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 12/06/2007 :

Le Procès-Verbal de la séance du 12/06/2007 est adopté à l'unanimité.

2° / POINT : AMENAGEMENT DE LA PLACE DU HAUT DU VILLAGE :

L'aménagement de la placette à l'angle des rues principale et montée de Thierenbach a été évoquée lors de la réunion du Conseil Municipal du 12 juin dernier, mais le choix de l'entreprise n'a pas été décidé, certains travaux pouvant être réalisés en propre régie et certains postes des devis devant être revus.

C'est ainsi que les deux entreprises ayant déposé un devis en juin 2007, ont rectifié leur offre :

- Royer Frères de Moosch : 4.999,05 € HT
- Sogetrab de Jungholtz : 5.191,10 € HT

A ces travaux, il convient de rajouter l'achat d'une fontaine avec pilier :

- Antiquités « Le vieux porche » de Ranspach-Wesserling :
 - fontaine en granit de 185 cm de long – 120 cm de large et 60 cm de haut : 3.800 €
 - piliers : hauteur 230 – largeur 23 – profondeur 19 : 200 € (grès jaunâtre)
 - hauteur 220 – largeur 30 – profondeur 30 : 300 € (grès)
 - hauteur 180 – largeur 28 – profondeur 19 : 200 € (granit)
- HB Antiquités de Marckolsheim :
 - fontaine en grès de 240 cm de long – 80 cm de large et 60 cm de haut : 4.500 €
 - fontaine en grès de 206 cm de long – 105 cm de large et 76 cm de haut : 3.000 €
 - pilier avec bec en grès : hauteur 220 – largeur 35 – profondeur 35 : 1.000 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- décide l'aménagement de la placette du haut du village,
- retient et approuve les devis de :
 - * SOGETRAB (Jungholtz) pour un montant de 5.191,10 € HT (travaux d'aménagement de la place)
 - * HB Antiquités (Marckolsheim) pour un montant de 4.000 € TTC (acquisition d'une fontaine avec bec)
- charge le Maire de solliciter les subventions auprès de la Région « Alsace » et de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller
- les crédits sont prévus au budget primitif 2007, article 2128.

3° / POINT : AUTORISATIONS D'URBANISME : CONVENTION AVEC LA D.D.E. ET INSTAURATION DE LA DECLARATION PREALABLE POUR LES CLÔTURES :

Le 1^{er} octobre 2007, la nouvelle réforme des autorisations d'urbanisme entrera en vigueur. A cet effet, la D.D.E. du Haut-Rhin nous a transmis une nouvelle convention concernant la mise à disposition des services de l'Etat pour l'instruction des demandes de permis et de déclarations préalables relatives à l'occupation du sol, dont un exemplaire a été diffusé aux conseillers municipaux.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer à ce sujet.

Adopté à l'unanimité par le Conseil Municipal.

Par ailleurs, dans la nouvelle réforme, les constructions de clôtures ne sont plus soumises à formalité au titre de l'urbanisme, sauf dans les communes l'ayant décidé par délibération. Il est proposé au Conseil Municipal d'instaurer la déclaration préalable pour les clôtures, notamment en raison de l'arrêté municipal du 07/04/2005 réglementant l'implantation de clôtures sur le territoire de la commune, de la mise en œuvre du futur plan

d'alignement des rues du village et de l'application des cessions gratuites demandées dans le cadre du permis de construire (maximum 10% de la surface).

Adopté majoritairement par le Conseil Municipal, à l'exception de M. Olivier Gasser, Conseiller Municipal, qui vote contre, car il n'est pas d'accord sur le fait d'appliquer un plan d'alignement des rues du village non validé.

4° / POINT : DEPENSES POUR FÊTES ET CEREMONIES :

Les dépenses résultant de fêtes locales ou nationales, des jumelages entre villages, des réceptions diverses font l'objet d'une imputation à l'article 6232 du budget. Concernant les dépenses imputées sur ce compte, la réglementation est imprécise.

Cependant, le trésorier doit exiger toutes les pièces nécessaires pour dégager sa responsabilité. Pour ce faire, il sollicite de la part de l'assemblée délibérante une décision de principe autorisant l'engagement et fixant les principales caractéristiques des dépenses visées. Le mandatement sera fait suivant les limites établies par cette décision.

Le Conseil Municipal est invité à donner son accord pour la prise en charge par la commune des frais liés aux

- réceptions diverses telles que fêtes de Noël des moins-jeunes, des écoles, du personnel communal, réceptions du Nouvel An, du 8 mai et du 11 novembre,
- inaugurations des réalisations communales, réunions publiques,
- grands anniversaires, noces d'or et de diamant, départs à la retraite (tableaux, arrangements floraux, corbeilles garnies, ...),
- achats de diverses médailles (famille, travail, associatives...) et de coupes

Adopté à l'unanimité par le Conseil Municipal.

5° / POINT : DEMANDE DE SUBVENTION :

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur la demande de complément de subvention suivante :

- Ecole Elémentaire : sortie de fin d'année : Mme la Directrice de l'école « le Gros-Chêne » fait savoir que la sortie de fin d'année subventionnée par le conseil municipal en date du 12/06/2007 pour un montant de 215 € s'est chiffrée réellement à 273 € suite à divers aléas. Elle demande au Conseil Municipal la prise en charge de la différence, soit 58 €.

Adopté à l'unanimité par le Conseil Municipal.

6° / POINT : INSTALLATION D'UN RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE : CONVENTION AVEC SFR :

Ainsi que mentionné dans le procès-verbal du Conseil Municipal du 27 mars 2007 – point N° 13, le Conseil Municipal a donné un accord de principe pour l'étude d'implantation d'un relais de radiotéléphonie mobile. La déclaration de travaux déposée en ce sens a obtenu un avis favorable pour la parcelle N° 1 – section 11, située au sommet de la montée de Thierenbach.

Cette implantation est soumise à la conclusion d'un contrat de location pour les emprises occupées par SFR, par le biais d'une convention dont le projet a été transmis aux conseillers.

Adopté à l'unanimité par le Conseil Municipal, sous réserve que l'article 8 – 1) (entretiens – réparations) précise que « en fin de contrat, quelle qu'en soit la cause, SFR rétablira les lieux mis à disposition en l'état primitif ».

7° / POINT : DEPOSE DEFINITIVE DE LA CABINE TELEPHONIQUE, PLACE DE LA MAIRIE :

Au cours des travaux d'aménagement de la place de la mairie, il a été nécessaire de déplacer la cabine téléphonique et contact a été pris avec les services de France Telecom. Il s'avère que cette cabine ne comptabilise pratiquement plus d'appels.

En entente avec France Telecom, il a été procédé à la dépose définitive de cette cabine téléphonique, son déplacement à un autre endroit étant plus qu'onéreux.

Le Conseil Municipal est invité à entériner cette dépose.

Adopté à l'unanimité par le Conseil Municipal.

8° / POINT : ADAUHR : CONVENTION DE CONSEILS ET D'ASSISTANCE :

Par lettre en date du 06/08/2007, l'ADAUHR nous informe que le Conseil Général a décidé de renouveler le financement des conseils gratuits dispensés aux communes par elle-même dans le cadre de leurs objectifs généraux d'urbanisme et d'aménagement du territoire du Haut-Rhin.

Cette prestation avait été formalisée par une convention qui arrive à échéance le 13/09/2007. C'est ainsi que l'ADAUHR nous soumet un projet de convention pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction d'année en année dans la limite de trois ans (projet de convention transmis aux conseillers).

Adopté à l'unanimité par le Conseil Municipal.

9° / POINT : RAPPORT ANNUEL 2006 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DE L'EAU:

Par décret 95-635 du 6 mai 1995, l'obligation est faite aux Maires de présenter chaque année devant leur assemblée délibérante un rapport relatif au prix et à la qualité des services de distribution d'eau.

Ce rapport, élaboré par "CALEO" de Guebwiller a été transmis aux conseillers.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, prend acte du rapport 2006 sur le prix et la qualité de l'eau et l'approuve.

10° / POINT . COMMUNAUTE DE COMMUNES : TRANSFERT DE COMPETENCES ET DEFINITION DE L'INTERET COMMUNAUTAIRE :

Approbation du transfert de compétences et des nouveaux statuts de la CCRG

Le 28 décembre 2005, le Conseil de Communauté de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG) avait décidé solennellement le principe d'une prise de compétence Economique afin d'amorcer une revitalisation du territoire. Il a, par la suite, délibéré, en date du 20 juin 2006 (*point 1*), sur le principe de l'instauration de la Taxe Professionnelle Unique (TPU). Ces décisions se sont accompagnées d'un transfert de compétences et d'une modification des statuts validée par un arrêté préfectoral en date du 11 décembre 2006.

Afin de parachever le transfert de compétences tel qu'il était initialement prévu, le Conseil de Communauté de la CCRG a délibéré, en date du 17 juillet 2007, et a décidé la prise de nouvelles compétences ainsi que l'instauration de la TPU à compter du 1^{er} janvier 2008.

Un projet de statuts intégrant les modifications à intervenir a été élaboré (*annexe ci-jointe*). Il comprend pour mémoire les compétences supplémentaires suivantes :

- l'aménagement, l'entretien, la gestion et l'extension de l'Aire d'Activités du Florival (anciennement zone industrielle Guebwiller-Issenheim-Soultz) et la dissolution du SIZI avec reprise de son actif et de son passif au 1^{er} janvier 2008 (*point 5.2.1*)
- la gestion, l'aménagement, l'entretien et l'extension du Centre nautique intercommunal de Guebwiller-Issenheim-Soultz et la dissolution du Syndicat de la Piscine Intercommunale de Guebwiller-Issenheim-Soultz avec transfert des personnels et reprise de son actif et de son passif au 1^{er} janvier 2008 (*point 5.6*)
- la coordination globale et prise en charge financière des activités et des structures de la Petite Enfance avec effet au 1^{er} janvier 2008 (*point 5.7.1*). La gestion des structures est assurée par les associations en place qui conventionneront avec la CCRG ou directement par la CCRG par le biais d'un marché public ou d'une Délégation de Service Public. Les équipements existants sont mis à la disposition de la CCRG par les communes. La CCRG en assurera l'entretien et l'extension. Elle développera le service Petite Enfance en construisant de nouvelles structures ou par le biais de mises à disposition futures. Les structures concernées sont :
 - le "Jardin d'enfants", le Multi-accueil du Florival et le Multi-accueil "La Trottinette" à Guebwiller
 - le Multi-accueil "La Maison des Lutins" à Soultz
 - le Multi-accueil "Les Petits Pas de la Récré" à Issenheim
- l'animation, les études, la promotion du territoire en matière économique en vue de favoriser l'implantation, le développement, le maintien d'activités industrielles et artisanales (création et animation d'un club des entreprises et d'un guichet unique à destination des entrepreneurs) et l'insertion professionnelle (actions d'insertion et d'aide à l'emploi en faveur des jeunes de 16 à 25 ans sous la forme de participations financières) (*point 5.2.2.3*).

Intérêt communautaire

Il convient également de définir l'intérêt communautaire pour l'ensemble des compétences exercées par la CCRG. Conformément à l'article L 5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'intérêt communautaire est déterminé à la majorité qualifiée des

Conseils Municipaux.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de valider le transfert des nouvelles compétences et d'adopter les nouveaux statuts de la CCRG annexés à la présente délibération
- de déclarer d'intérêt communautaire l'ensemble des compétences de la CCRG telles que stipulées dans les statuts annexés.

Adopté à l'unanimité par le Conseil Municipal.

En marge de l'adoption de ce point, M. Juncker, Conseiller, a fait l'intervention suivante : « je déplore que contrairement aux arguments évoqués, le montant de la taxe professionnelle perçu par notre commune, sera à l'avenir inférieur qu'actuellement. En effet, la taxe professionnelle unique (TPU) devait être instaurée pour aider les petites communes et par conséquent leur part augmenter ».

11° / POINT : COMMUNAUTE DE COMMUNES : EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES ET FIXATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION PREVISIONNELLES :

Evaluation des charges transférées pour chaque commune membre

A compter du 1^{er} janvier 2008, date d'instauration de la Taxe Professionnelle Unique (TPU), la CCRG se verra transférer de nouvelles compétences et percevra, en lieu et place des communes membres, la taxe professionnelle. Ce transfert de compétence fiscale et la perte de ressources pour les communes qui en découlera, impose que la CCRG leur reverse une compensation financière. Afin d'en déterminer le montant, le Conseil de Communauté a décidé, par une délibération en date du 29 mai 2007 (*point 7*), de constituer une Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

La CLECT s'est réunie le 20 juin 2007. Conformément à l'article 1609 nonies C IV du Code général des impôts, la CLECT a émis un rapport sur l'évaluation des charges transférées proposant une attribution de compensation prévisionnelle pour chaque commune membre (*annexe jointe*). Le Conseil de Communauté de la CCRG, par une délibération en date du 17 juillet 2007, a validé le rapport de la CLECT et les montants des attributions de compensation prévisionnelles pour l'année 2008. Au vu de ce rapport, les communes membres déterminent les charges transférées par délibérations concordantes à la majorité qualifiée (article L 5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Afin de permettre d'éventuels ajustements et d'apprécier au plus juste les charges effectivement transférées, la CLECT dispose d'un an à compter de l'adoption de la TPU, soit jusqu'au 31 décembre 2008, pour rendre ses conclusions finales quant aux montants définitifs des attributions de compensation.

Au vu du rapport établi par la CLECT en date du 20 juin 2007, les attributions de compensation prévisionnelles proposées pour l'année 2008 sont :

BERGHOLTZ	31 798,00 €
BERGHOLTZ-ZELL	21 785,00 €
BUHL	527 035,00 €
GUEBWILLER	2 097 958,00 €
HARTMANNSWILLER	-1 276,00 €
ISSENHEIM	1 283 143,00 €
JUNGHOLTZ	43 644,00 €
LAUTENBACH	198 502,00 €
LAUTENBACH-ZELL	10 569,00 €
LINTHAL	-6 065,00 €
MURBACH	75,00 €
ORSCHWIHR	33 808,00 €
RAEDERSHEIM	34 148,00 €
RIMBACH	1 295,00 €
RIMBACH-ZELL	64 329,00 €
SOULTZ	2 110 738,00 €
WUENHEIM	14 709,00 €

Il est rappelé que la durée de référence proposée par la CLECT, s'agissant du calcul des charges transférées, est de 3 ans exception faite pour la compétence Petite Enfance dont l'année de référence est 2007.

Il est proposé au Conseil Municipal de valider, au vu du rapport de la CLECT et de la délibération du Conseil de Communauté de la CCRG en date du 17 juillet 2007 (*point 3*), les montants des attributions de compensation prévisionnelle pour l'année 2008.

Attributions de compensation négatives

Le rapport de la CLECT en date du 20 juin 2007 fait état de deux attributions de compensation prévisionnelles pour l'année 2008 en solde négatif. Il s'agit de :

- Linthal pour un montant - 6 065 €
- Hartmannswiller pour un montant de - 1 276 €

Le Conseil de Communauté de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller a délibéré, en date du 17 juillet 2007, et a décidé à l'unanimité, au nom du principe de solidarité communautaire, que les montants des attributions de compensation négatives de ces deux communes sont ramenés à zéro, le manque à gagner étant à la charge de la CCRG.

Il est proposé au Conseil Municipal de valider le principe ci-dessus énuméré.

Adopté à l'unanimité par le Conseil Municipal.

12° / POINT : COMMUNAUTE DE COMMUNES : RAPPORT D'ACTIVITE 2006 :

L'article L 5211-39 du Code général des Collectivités Territoriales fait obligation au Président de la structure intercommunale d'adresser chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement. Ce rapport a été transmis aux conseillers.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, prend acte de ce rapport.

13° / POINT : COMMUNAUTE DE COMMUNES : CREATION D'UN FONDS DE CONCOURS POUR L'INVESTISSEMENT DES COMMUNES :

Le Conseil de Communauté, par une délibération en date du 11 juillet 2006 (*point 10*), a instauré un fonds de concours ayant pour objet le soutien à la valorisation patrimoniale et touristique (FSVPT). Les communes de Guebwiller, Soultz, Issenheim et Buhl sont exclues du bénéfice de ce fonds. Le passage en Taxe Professionnelle Unique (TPU), programmé au 1^{er} janvier 2008, a imposé le calcul des charges transférées liées aux nouvelles compétences qu'exercera la CCRG. L'évaluation de ces transferts a mis en exergue le fait que les communes centres, à savoir Guebwiller, Soultz, Issenheim et Buhl, supportaient, à elles seules, la charge financière d'équipements profitant à tous, notamment la Petite Enfance, la Piscine, les RAM, etc. Le choix retenu dans la méthode de calcul des compétences transférées fait que ces charges dites de "centralité" ne sont pas compensées.

Les Commissions Réunies du 3 juillet 2007 ont ainsi proposé la création d'un nouveau fonds de concours aux conditions d'octroi uniformisées pour toutes les communes. Celui-ci reprend le principe du FSVPT mais constitue également une aide aux quatre communes centres, au nom de la solidarité communautaire, permettant d'alléger, en partie, leurs charges de centralité.

Ce fonds de concours a pour objet de financer l'effort communal de développement du bassin de vie. L'objectif est d'assurer à toutes les communes membres un fonds régulier et garanti, destiné à financer ce type de projets. Les montants du fonds de concours versés à chaque commune sont déterminés en fonction d'une proratisation effectuée selon le critère de la population communale. Sa périodicité est fixée à trois ans et débute à compter du 1^{er} janvier 2008, date d'instauration de la TPU, et vient à échéance le 31 décembre 2010. Une mesure transitoire est prévue pour les communes dont les dossiers ont déjà été validés par le Conseil de Communauté, à savoir : Lautenbach - Orschwihr - Raedersheim - Rimbach - Wuenheim (*Conseil de Communauté du 28 septembre 2006, point 5*) et la commune de Murbach (*Conseil de Communauté du 29 mai 2007, point 5*). Celles-ci disposeront d'un nouveau délai de trois ans, du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2010, pour consommer le restant de leurs crédits alloués au titre du FSVPT.

Il est rappelé qu'un projet d'investissement suppose en parallèle l'élaboration d'un plan de financement permettant de déterminer la part à financer par la CCRG. Le bénéficiaire du fonds de concours doit assurer, hors subventions, une part du financement au moins égale au montant des fonds de concours reçus. Le financement par le biais des aides publiques est limité à 80 % du montant hors taxes du coût du projet. Enfin, le versement du fonds de concours doit donner lieu à des délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.

Sont détaillés en annexe :

- les conditions d'éligibilité pour l'obtention de ce fonds et les travaux exclus de son champ d'application
- les montants pouvant être versés à chaque commune, déterminés en fonction de la population communale
- les conditions d'octroi et de versement de ce fonds de concours pour l'investissement des communes membres.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de valider le principe et les conditions de versement d'un fonds de concours pour l'investissement des communes tels qu'énoncés ci-dessus et conformément à l'annexe.

Adopté à l'unanimité par le Conseil Municipal.

14° / POINT : COMPTES-RENDUS DES DIVERSES COMMISSIONS :

- **Commission "Voirie-Vignoble" du 18/06/2007** : cette réunion avait pour but essentiel une sortie sur le terrain suite à l'orage du 11/06/2007 et d'évoquer les travaux montée de Thierenbach et place de la mairie ;
- **"Toutes Commissions" du 11/07/2007** : l'objet principal de cette séance a été l'instauration de la taxe professionnelle unique par la communauté de communes de la région de Guebwiller ;
- **Commission "Voirie-Vignoble" du 27/08/2007** : ont été examinés l'étude hydraulique dans le secteur « Ollwiller », la réception des travaux de la place de la mairie, le stationnement dans la rue Principale et sur les places de la mairie et de l'église, la réfection des trottoirs et de la rue Principale, l'opération « concassé » dans le vignoble fin juillet 2007, la réfection du haut de la rue du Ruisseau (tronçon entre propriétés Job et Moschenross F.), le diagnostic « éclairage public », le garde-corps endommagé dans le haut de la rue Principale ;
- **"Toutes Commissions" du 30/08/2007** : il s'agissait de la réunion de démarrage du bilan-diagnostic du POS en présence de Mme Oberlé de Prospectives Urbaines ;
- **"Toutes Commissions" du 07/09/2007** : préparation du Conseil Municipal du 18/09/2007 et questions d'actualités :
 - * Suite à donner aux demandes de subventions diverses
 - * Remplacement du véhicule communal à prévoir en 2008
 - * Inauguration de la place de la mairie fixée au samedi 06/10/2007 à 10h
 - * Périscolaire « Les petits écureuils » : reconduit pour année scolaire 2007/2008
 - * Conseil de Prud'hommes de Guebwiller : suppression en vue : demande le soutien du Conseil Municipal pour maintien à Guebwiller
 - * 01/10/2007 : départ à la retraite de M. Cadé : embauche à prévoir
 - * Exposition « à la découverte de la nappe phréatique rhénane » le 02 octobre 2007 au Château d'Eau d'Ensisheim
 - * Médaille d'honneur communale : présentation du modèle avant commande
 - * Trottoirs et réfection de la rue Principale : compte-rendu de l'entrevue avec Mme Walter (Conseil Général) et M. Bannwarth ; diagnostic complémentaire à réaliser

15° / POINT : COMPTES-RENDUS DES DELEGUES AUPRES DES ORGANISMES EXTERIEURS :

- **Conseil de Communauté de Communes du 29/05/2007** : ont été abordés les conventions d'occupation par le relais assistantes maternelles intercommunal, la participation aux

investissements au Markstein, l'approbation du budget de l'Office du Tourisme Intercommunal, le pays d'Art et d'Histoire, le Fonds de concours, le camping « le Florival », la mise en place de la T.P.U., l'avenant N° 1 au marché de collecte des déchets, les affaires relatives au personnel ;

- **Commission Consultative des déchets du 10/07/2007** : le procès-verbal n'étant pas encore disponible, compte-rendu en sera fait lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal.

- **Conseil de Communauté de Communes du 17/07/2007** : ont été évoqués essentiellement le transfert de compétences et l'intérêt communautaire, la dissolution du Syndicat Intercommunal de la Zone Industrielle et du Syndicat de la Piscine intercommunale, l'instauration de la T.P.U., le contrat CAF « petite enfance », la fourrière de véhicules, le budget supplémentaire 2007 M 49, la dévolution du programme d'assainissement 2007, le gymnase et collège de Buhl, la souscription d'emprunts, le SM 4, l'entretien des pistes cyclables et de la route du Boenlesgrab, l'indemnité de conseil du trésorier et les affaires relatives au personnel.

16° / POINT : DIVERS :

- Brigade Verte : bilan d'activité du 01/05 au 30/06/2007 : 26 passages et/ou interventions sur le ban communal

- Attribution du fonds départemental de la taxe professionnelle : 65.875 € pour 2007

- Notification de subvention du Conseil Général pour la réfection de la Montée de Thierenbach : 2.588 €

La séance est close à 21h30.